

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 25/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY**

Zone industrielle de Port Jérôme  
76170 Lillebonne

Références : 20231207\_EPR\_Eau  
Code AIOT : 0005800420

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY implanté ZI - Avenue de Port Jerome 76170 Lillebonne. L'inspection a été annoncée le 16/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY
- ZI - Avenue de Port Jerome 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005800420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY (EPR) exploite une installation de traitement de déchets comprenant des unités de traitement physico-chimique, de traitement biologique, de

centrifugation et d'évapo-incinération.

Ses activités sont à l'origine de rejets d'effluents aqueux dans la Seine.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Autosurveillance des rejets aqueux – Fréquences de surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.9	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Rétentions des stockages de déchets en attente de traitement	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.2.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux d'effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.1	Sans objet
2	Autosurveillance des rejets aqueux – Nickel	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	e des rejets aqueux – Matières en suspension	article 5.2.7	
5	Autosurveillance des rejets aqueux – Métaux (hors nickel)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les actions nécessaires pour progresser sur l'ensemble des non-conformités identifiées lors de la visite précédente du 14/12/2022:

- mise à jour du plan des effluents aqueux ;
- augmentation des fréquences d'analyse de certains paramètres dans ses rejets aqueux ;
- mise en place d'une procédure évitant les dépassements de la valeur limite d'émission en concentration de nickel ;
- remplacement d'un équipement de traitement et mise à jour de la procédure pour éviter les dépassements de la VLE en matières en suspension ;
- construction d'une rétention dédiée au stockage de déchets de filtres à huile et flexibles hydrauliques en attente de traitement.

Des non-conformités subsistent néanmoins, pour lesquelles **des actions sont attendues de la part de l'exploitant**:

- mise en place des analyses journalières de mercure et des premières analyses de PFAS puis transmission des résultats associés d'ici février 2024 ;
- suppression ou déplacement sur rétention des déchets de filtres/flexibles et des déchets liquides aqueux en attente de traitement et transmission de photographies l'attestant d'ici janvier 2024.

Enfin, les prescriptions applicables doivent être corrigées en ce qui concerne les valeurs limites d'émission en métaux afin de mieux correspondre aux capacités de traitement de l'exploitant tout en respectant les dispositions réglementaires et les doctrines nationales applicables. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire à cet effet est joint en annexe. **Les observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté sont attendues sous 1 mois.**

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux d'effluents aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.1

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc.
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente visite d'inspection du 14/12/2022, l'exploitant avait présenté un plan des réseaux d'effluents aqueux incomplet qui rendait très difficile la compréhension du cheminement des différents types d'effluents sur le site. L'inspection avait alors demandé à l'exploitant de mettre à jour son plan. Lors de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté ses plans des réseaux mis à jour. L'ensemble des réseaux est dorénavant représenté, de leur origine jusqu'au point de rejet à la Seine, avec les regards et le sens d'écoulement. Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Autosurveillance des rejets aqueux – Nickel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 17/12/2019, point III de l'annexe 3.5: Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites [...] suivantes : - Nickel (Ni) : 1 mg/l (17) (17) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,2 mg/L, sauf dans le cas d'un traitement physico-chimique minéral où la valeur limite d'émission reste à 1 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,2 mg/L et 1 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.  Arrêté préfectoral du 13 janvier 2003, article 5.2.7: Les valeurs limites à respecter au point de rejet au milieu naturel sont indiquées dans les tableaux ci-dessous. [...] Ni (code SANDRE 1386) : - concentration maximale : 1 mg/l - flux journalier maximal : 0,005 kg/j
<b>Constats :</b>  Lors de la visite précédente du 14/12/2022, il avait été constaté des dépassements récurrents de la VLE en concentration de nickel, avec des concentrations mesurées dépassant 1 mg/l voire 2 mg/l. L'exploitant a mis en place, depuis mai 2023, un plan d'actions visant à respecter la VLE de 1 mg/l: - identification du taux d'abattement de nickel de sa station d'épuration et donc de la teneur admissible en nickel dans le bac accueillant les effluents à traiter (bac 83) ;

- mesure quotidienne de la concentration en nickel dans le bac 83 ;
- à chaque réception, mesure de la concentration en nickel dans la citerne et vérification par calcul que l'ajout du contenu de la citerne dans le bac 83 ne ferait pas dépasser la concentration maximale admissible dans ce bac ;
- si le seuil n'est pas dépassé, le déchet est accepté sur la filière de traitement biologique ;
- si le seuil est dépassé, EPR propose à son client de rediriger le déchet vers la filière évapo-incinération (ou de reprendre le déchet).

Ces dispositions ont permis de respecter globalement la VLE de 1 mg/l depuis mai 2023.

En ce qui concerne la VLE en flux, l'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2790 et est donc concerné par la note de bas de tableau (17) de l'arrêté du 17/12/2019 reprise ci-dessus. Dans le cadre de l'examen de son dossier de réexamen, l'exploitant avait privilégié le couple de valeurs limites d'émission 1mg/l et 5 g/j, qui avait donc été repris lors de la mise à jour de l'arrêté préfectoral du 13/01/2003 survenue début 2023.

L'exploitant dépasse régulièrement le flux de 5 g/j de nickel. Toutefois, il a informé l'inspection début 2023 qu'il met en œuvre un traitement physico-chimique minéral au moyen de sels d'aluminium utilisés au niveau de l'étape de cassage physico-chimique et de l'aérofloculation. Cela permet donc, conformément à la note (17), de fixer une VLE en concentration à 1 mg/l sans condition de flux.

L'inspection propose donc de mettre à jour la VLE en flux maximal journalier de nickel en la fixant à 100 g/j, ce qui correspond au flux de la colonne B de la note du directeur général de la prévention des risques du 27 avril 2011 précisant les conditions d'application de la démarche de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux (RSDE) ; tout flux supérieur imposerait une étude de réduction des émissions de nickel. Ce flux est inférieur au produit de la VLE concentration et de la VLE du débit moyen mensuel de 120 m<sup>3</sup>/j, qui donnerait 120 g/j. Il ne remet pas en cause l'atteinte du bon état de la Seine (milieu récepteur des rejets aqueux d'EPR) au vu des données disponibles.

Par ailleurs, afin de tenir compte de l'objectif de réduction des émissions de nickel de 30 % fixés à l'annexe 3 du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie 2022-2027, il est proposé de fixer, à compter de 2027, une nouvelle VLE en flux annuel correspondant à la VLE en flux maximal journalier diminuée de l'objectif de réduction de 30 %.

Ces éléments sont repris dans le **projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe, au sujet duquel l'exploitant est invité à formuler ses observations sous 1 mois.**

Les VLE proposées ne sont pas toujours respectées par l'exploitant actuellement. Ce dernier a néanmoins indiqué que les flux de nickel les plus importants seraient dus à des variations importantes de débit, et qu'il sera en mesure de rester sous les seuils proposés sans mise en place de traitement supplémentaire en portant une attention particulière à la régulation du débit de rejet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Autosurveillance des rejets aqueux – Matières en suspension

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7 :  Les valeurs limites à respecter au point de rejet au milieu naturel sont indiquées dans les tableaux ci-dessous.  MEST (code SANDRE 1305) :  - Concentration maximale : 15 mg/l  - Flux journalier maximal : 1,8 kg/j</p> <p>Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 21 :  Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant effectue des mesures quotidiennes de MEST dans ses rejets aqueux.</p> <p>Lors de la visite précédente du 14/12/2022, il avait été constaté des dépassements récurrents de la VLE en concentration de MEST fixée à 15 mg/l. L'exploitant avait indiqué que le remplacement de l'une des deux membranes effectué en novembre 2022 devait améliorer la situation à compter de décembre 2022. Lors de la visite du 07/12/2023, l'inspection a bien constaté que l'une des deux membranes était neuve.</p> <p>Suite à cette visite, l'exploitant avait également, à la demande de l'inspection, modifié la procédure opératoire des membranes de filtration en diminuant le seuil de pression déclenchant un nettoyage des membranes de 25 % de manière à prévenir les dépassements de VLE. L'amélioration est bien visible puisque si quelques dépassements subsistent en 2023, ils représentent sensiblement moins de 10 % des valeurs et sont d'ampleur très limitée. Il n'y a donc plus de non-conformité vis-à-vis de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 repris ci-dessus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Autosurveillance des rejets aqueux – Fréquences de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.9 :  Les paramètres suivants doivent être mesurés suivant la périodicité fixée ci-après [seuls les paramètres dont la fréquence de surveillance était non conforme en 2022 sont repris]  - Hydrocarbures totaux : Journalière  - As : Journalière  - Cd : Journalière  - Cr : Journalière  - Cr(VI) : Journalière</p>

- Cu : Journalière
- Pb : Journalière
- Ni : Journalière
- Zn : Journalière
- Hg : Journalière
- AOX : Journalière
- Cyanures libres (CN-) : Journalière
- BTEX : Mensuelle
- Mn : Journalière
- PFOA : Semestrielle
- PFOS : Semestrielle

Arrêté ministériel du 20/06/2023, article 4 :

II.- L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique 2791 : 9 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté (28/06/2023)

III.- L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection précédente du 14/12/2022, il avait été constaté que l'exploitant ne respectait pas les fréquences minimales de mesures fixées dans l'arrêté ministériel du 17/12/2019 (reprises depuis dans la mise à jour de l'arrêté préfectoral du 13/01/2003 effectuée début 2023) pour les paramètres indice hydrocarbures, métaux, AOX, cyanures libres, BTEX, PFOA et PFOS.

Depuis, l'exploitant a mis en place :

- des mesures journalières pour l'ensemble des métaux (à l'exception du mercure) à l'aide de micro-méthodes: ces dispositifs ont permis de respecter les fréquences de mesures mais l'exploitant a identifié, en comparant les résultats des micro-méthodes avec ceux d'un laboratoire externe utilisant les méthodes normées de référence, que les micro-méthodes surestiment notablement les concentrations. L'exploitant prévoit donc, à compter de 2024, de sous-traiter l'ensemble de ces analyses au laboratoire extérieur, qui les effectuera selon les méthodes normalisées de référence à fréquence journalière;
- des mesures d'hydrocarbures, de cyanures libres et de BTEX selon les fréquences attendues.

Pour le mercure, l'exploitant a indiqué que l'analyse journalière sera en place en janvier 2024.

Pour les PFOA et PFOS, l'exploitant a prévu de faire réaliser les premières analyses début 2024, ce qui respecte le délai laissé par l'arrêté ministériel 20/06/2023 repris ci-dessus. L'inspection rappelle que l'exploitant devra analyser l'ensemble des paramètres listés au 1° et 2° de l'article 3 de l'arrêté du 20/06/2023, et non pas uniquement les paramètres PFOA et PFOS.

**L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats des analyses journalières de mercure et de la première analyse des PFAS via le système de déclaration en ligne habituel pour fin février 2024.**



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 5 : Autosurveillance des rejets aqueux – Métaux (hors nickel)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté ministériel du 17/12/2019, point III de l'annexe 3.5 :</p> <p>Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <p>Métaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- As : 0,1 mg/L</li> <li>- Cd : 0,1 mg/L</li> <li>- Cr : 0,3 mg/L (14)</li> <li>- Cu : 0,5 mg/L (15)</li> <li>- Pb : 0,3 mg/L (16)</li> <li>- Ni : 1 mg/L (17)</li> <li>- Zn : 2 mg/L</li> <li>- Cr(VI) : 0,1 mg/L (18)</li> <li>- Hg : 10µg/l</li> </ul> <p>(14) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,1 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,1 mg/L et 0,3 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p> <p>(15) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,25 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,25 mg/L et 0,5 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p> <p>(16) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,1mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,1 mg/L et 0,3 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p> <p>(17) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,2 mg/L, sauf dans le cas d'un traitement physico-chimique minéral où la valeur limite d'émission reste à 1 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,2 mg/L et 1 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p> <p>(18) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 1 g/j, la valeur limite d'émission est 50µg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 50µg/L et 0,1 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p> <p>Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7 :</p> <p>Les valeurs limites à respecter au point de rejet au milieu naturel sont indiquées dans les tableaux</p>

ci-dessous.

- As : 0,1 mg/l et 0,012 kg/j
- Cd : 0,1 mg/l et 0,012 kg/j
- Cr : 0,3 mg/l et 0,005 kg/j
- Cr(VI) : 0,1 mg/l et 0,001 kg/j
- Cu : 0,5 mg/l et 0,005 kg/j
- Pb : 0,3 mg/l et 0,005 kg/j
- Ni : 1 mg/l et 0,005 kg/j
- Zn : 2 mg/l et 0,24 kg/j
- Hg : 0,01 mg/l et 0,0012 kg/j

Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 22-2-III :

Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions [repérées par une \* à l'article 32-4, ce qui est le cas du Cd et du Hg] et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

#### **Constats :**

Dans le cadre de l'instruction de son dossier de réexamen IED, l'exploitant s'est positionné sur les couples de VLE flux/concentration de métaux qu'il estimait pouvoir respecter parmi ceux proposés au point III de l'annexe 3.5 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019. Pour le chrome total, le chrome VI, le cuivre et le plomb, il avait sélectionné le couple VLE concentration élevée / flux inférieur à 5 g/j (1 g/j pour le chrome VI). Ces valeurs avaient été reprises dans la mise à jour de l'arrêté préfectoral du 13/01/2003 effectuée début 2023.

Or, en 2023, l'exploitant n'a que très rarement respecté le flux de 5 g/j pour ces quatre paramètres. Interrogé lors de la visite du 07/12/2023, il a déclaré qu'il serait finalement en mesure de respecter la VLE en concentration plus faible de l'AM du 17/12/2019, qui n'impose pas de limiter le flux. L'inspection propose donc de mettre à jour les VLE en concentration pour ces 4 paramètres de la manière suivante :

- Cr : 0,1 mg/l
- Cr VI : 50 g/l
- Cu : 0,25 mg/l
- Pb : 0,1 mg/l

L'AM du 17/12/2019 n'imposant plus de limite de flux dans ce cas, l'inspection propose de fixer de nouvelles VLE en flux maximal journalier pour ces 4 paramètres en effectuant le produit de la nouvelle VLE en concentration par la VLE de débit moyen mensuel (120 m<sup>3</sup>/j) :

- Cr : 12 g/j
- Cu : 30 g/j
- Pb : 12 g/j
- CrVI : 6 g/j

Ces VLE en flux ne remettent pas en cause l'atteinte du bon état de la Seine (milieu récepteur des rejets aqueux d'EPR) au vu des données disponibles. L'exploitant a indiqué lors de la visite du 07/12/2022 qu'il estimait être capable de respecter ces VLE, ce qui est confirmé par les résultats des trois derniers mois des mesures hebdomadaires de concentration de ces paramètres par un organisme extérieur transmis à l'issue de la visite.

Par ailleurs, les rejets de cadmium doivent en théorie être supprimés, ou au moins réduits autant que techniquement possibles, depuis 2021 (selon l'arrêté ministériel du 08/07/2020). L'inspection propose donc de diminuer la VLE en flux maximal journalier de ce paramètre à 2 g/j (flux de la colonne A de la note du directeur général de la prévention des risques du 27 avril 2011 précisant les conditions d'application de la démarche de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux (RSDE)). D'après les données disponibles, ce flux maximal journalier a été respecté sur les deux dernières années (en excluant les résultats des mesures par micro-méthodes qui ont pu surestimer les valeurs - voir point de contrôle n°4).

Enfin, il est proposé, afin de tenir compte des objectifs de réduction des émissions fixés à l'annexe 3 du SDAGE, de fixer, à compter de 2027, de nouvelles VLE en flux annuel correspondant :

- pour les paramètres faisant l'objet d'un objectif de suppression : au produit de la VLE en moyenne mensuelle du débit journalier (120 m<sup>3</sup>/j) par la limite de quantification pour les eaux résiduaires définie à dans l'avis relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques publié au journal officiel du 19/10/2019 ;
- pour les autres paramètres : aux VLE en flux maximal journalier diminuées de l'objectif de réduction de l'annexe 3 du SDAGE.

Pour rappel, le cas du nickel est traité au point de contrôle n°2.

L'ensemble de ces propositions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe, **au sujet duquel l'exploitant est invité à formuler ses observations sous 1 mois.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Rétentions des stockages de déchets en attente de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution des eaux et des sols

**Prescription contrôlée :**

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux et des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches, aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement ou protégées des eaux météoriques.

**Constats :**

Lors de la visite du 14/12/2022, il avait été constaté que les stockages de déchets en attente de traitement liés à l'atelier situé au nord du site (flexibles hydrauliques et filtres à huile souillés) étaient situés dans des conteneurs grillagés sans couvercle. Depuis cette visite, l'exploitant a transvasé l'ensemble de ses stocks dans des conteneurs en plastique ou des fûts métalliques fermés, ce qui permet d'éviter l'entraînement d'huile au sol en cas de pluie.

L'inspection avait également constaté que ces stockages n'étaient pas effectués sur une rétention malgré la présence de produits polluants. Depuis, l'exploitant a construit une nouvelle rétention en béton, d'après une photographie transmise en mai 2023, sur laquelle il avait déclaré avoir

déplacé ses stockages de déchets en attente de traitement. Lors de la visite du 07/12/2023, l'inspection a constaté que certains stockages de déchets sont situés sur cette nouvelle rétention mais que d'autres stockages sont encore situés sous l'auvent de l'atelier, directement sur la voirie, ce qui constitue une non-conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 5.2.2.4 repris ci-dessus. L'exploitant s'est engagé à déplacer l'ensemble des stockages sur la rétention d'ici janvier 2024.

L'inspection n'a pas constaté la présence de stockages de filtres et flexibles contre la cuvette de rétention des réservoirs 02 S 080/081/082/083, contrairement à la visite du 14/12/2022. En revanche, elle a constaté la présence de conteneurs en plastique de déchets liquides aqueux en attente de traitement, non situés sur rétention, contre la paroi sud-ouest de la rétention des bacs de produits en attente de traitement. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'une situation exceptionnelle, que ces produits vont être transférés dans le bac 83 d'ici fin décembre 2023 et que la réception de ce type de produits se fera uniquement par citernes à l'avenir.

**Il transmettra à l'inspection sous 1 mois des photographies des deux zones libérées de leurs stockages de déchets hors rétention.** Compte tenu de la mise en conformité rapide proposée par l'exploitant, il n'est pas proposé de mise en demeure. Néanmoins, en cas de constats similaires lors d'une prochaine visite d'inspection, une mise en demeure sera proposée.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1mois